

El Salvador

Pendant ce temps, les États-Unis commençaient à parler de boycott, d'intervention et de représailles contre le pays—200 millions d'habitants s'en prenant à deux millions qui venaient tout juste de traverser une guerre civile atroce et de renverser un abominable dictateur. Il y a longtemps que l'on n'avait pas vu un exemple aussi frappant d'intimidation et d'aveuglement.

Quand notre ami, M. Reagan, sera parmi nous cette semaine, nous devons le convaincre que la démocratie en Amérique centrale a besoin d'aide. Le mieux que nous puissions faire, c'est d'aider le Nicaragua à rétablir ses forces productives. Nous devons l'aider dans ses campagnes d'alphabétisation, d'éducation, d'essor technique et de santé. Nous devons contribuer à l'amélioration du sort des populations dans cette région du globe. De cette façon, les Canadiens—et les Américains s'ils veulent bien participer à ce projet—se feront d'autant plus respecter et aider. De plus, nous éviterons ainsi une erreur tragique, qui ouvrirait aux forces extrémistes les portes de l'Amérique centrale comme de l'Amérique latine. L'exemple du Nicaragua est intéressant. Le Salvador est certes un cas différent.

● (2110)

J'ai noté la présence du ministre des Pêches et des Océans (M. LeBlanc) à la Chambre ce soir. Il tente de racheter les bateaux de pêche pour les faire disparaître du littoral du Pacifique. Je crois savoir que Somoza a volé et détruit tous les navires de pêche au Nicaragua ainsi que de nombreuses usines. Je me demande si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre des Pêches seraient disposés à offrir au gouvernement du Nicaragua ces navires que nous voulons supprimer de l'industrie canadienne de la pêche, afin de venir en aide à ce pays. Je me demande si le gouvernement de la Saskatchewan et d'autres Canadiens sincères voudraient aider le Nicaragua en lui fournissant des produits alimentaires.

Quand M. Reagan viendra au Canada, nous devrions tâcher de lui faire comprendre notre point de vue. Il ne faudrait pas craindre de nous exprimer avec courage et conviction à titre de Canadiens, de lui expliquer que nous envisageons ces questions avec gravité et que nous voudrions participer avec les Américains au mouvement visant à démocratiser et à améliorer dès maintenant le sort des habitants de l'Amérique centrale.

J'ai entendu des députés évoquer au cours de ce débat les rapports qu'ils ont eus avec les États-Unis. J'aimerais faire de même. J'ai des amis américains et une partie de ma famille est d'origine américaine. Ma mère est née aux États-Unis. La plupart de mes oncles, tantes et cousins y vivent. La vue du président des États-Unis éveille en moi le souvenir de mes grands-pères qui se sont battus en Europe. Mon père et mes oncles se sont tous battus en Europe. Dans ma génération, mes deux frères et moi-même sommes les seuls membres de la famille depuis le début du siècle qui avons échappé au service actif dans les zones de combat. Mes cousins des États-Unis et la famille de ma mère n'ont pas eu cette chance. Ils ont été appelés à se battre au Vietnam et les conséquences ont été douloureuses. Cette guerre a éprouvé leur patriotisme. Ils ne croyaient pas à la valeur de leur sacrifice. Ils voyaient leur pays déchiré par suite d'une erreur tragique.

Les discours obligeants que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a prononcés au cours de ces dernières semaines me rappellent très clairement l'expérience du Vietnam, à quel point nous avons hésité jusqu'à la fin à dire tout haut que cette

guerre était une erreur. A ce moment-là, la plupart des Américains s'étaient rendu compte qu'ils avaient commis une terrible erreur.

A mon avis, l'erreur ne sera pas aussi grave. En l'occurrence, il s'agit du sort de 2 millions de miséreux qui vivent dans les conditions les plus abjectes et à qui on veut imposer une dictature comme celle des années 30, avec le concours des «marines» américains et des plantations de bananes. Nous ne devons pas appuyer cette tentative rétrograde, même à un niveau différent. Nous devons inviter M. Reagan à se joindre à nous pour mettre fin au trafic d'armes qui entrent à flot en Amérique centrale et pour amorcer le processus que notre chef le député d'Oshawa (M. Broadbent) a proposé: trouver si possible une solution au problème du Salvador et participer ensuite au développement des pays d'Amérique centrale et à l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants.

Je ne tiens pas rigueur à ceux qui ont trouvé à redire à notre résolution, car ils ont dit ce qu'ils en pensaient, mais j'aimerais bien trouver dans les propos des députés ministériels certains éléments qui puissent cadrer avec les observations de mes collègues du parti conservateur et de ceux de mon propre parti. A mon avis, les Canadiens souhaitent les entendre proposer des mesures concrètes. J'ai reçu dans ma circonscription beaucoup de lettres de représentants de différentes confessions religieuses, de différents syndicats ouvriers et de toutes les classes de la société, qui tiennent à ce que le gouvernement intervienne en ce sens. Je sais que d'autres députés ont reçu des lettres analogues. La situation est suffisamment grave pour que le gouvernement agisse dans le sens où les Canadiens le souhaitent et de la façon dont il a l'habitude.

M. Jim Schroder (Guelph): Nous sommes saisis d'une motion, monsieur l'Orateur, que nous ne pouvons rejeter à la légère. Elle évoque un problème qui concerne des êtres humains et leurs besoins fondamentaux. Mais elle n'atteint pas son but car elle ne propose rien de positif pour s'attaquer à la racine du problème. Il eût été de beaucoup préférable de consacrer ce temps à discuter du rôle du Canada dans le développement mondial et du dialogue Nord-Sud ou à inciter le président à suivre l'exemple du Canada à cet égard.

Je tiens à dire à la Chambre ce qui m'autorise à parler de mes amis américains. Ma femme, qui est présente à la tribune ce soir, est d'origine américaine.

Des voix: Bravo!

M. Schroder: Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) a donné à la Chambre un exposé très exhaustif et très détaillé de la situation actuelle au Salvador. Comme à d'autres occasions précédentes, il a établi très clairement que le gouvernement avait toujours maintenu une position très logique, et partagée par de nombreux amis et alliés du Canada. Cette position peut s'énoncer très simplement. Tout d'abord, le Canada ne fournit pas d'équipement militaire au Salvador. Deuxièmement, le Canada estime mauvais de la part d'autres pays, que ce soient les États-Unis ou un pays communiste, de fournir de l'équipement militaire au Salvador car ni les armes ni les activités militaires n'apporteront de véritable solution aux problèmes du Salvador. Cela ne pourra qu'accroître les souffrances humaines qui ont déjà atteint des proportions inimaginables. Troisièmement, nous estimons qu'il faudrait que survienne un règlement politique au Salvador qui permette aux éléments démocratiques de tous les partis de